

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Éditorial:

Le noir et le rouge



Rarement les choses auront été si claires et le capitalisme aussi nu. Voilà que ceux-là mêmes qui refusent, à Washington comme à Bruxelles, toute mesure visant à résister à la dégradation permanente des conditions de vie des gens, ont, eux, tout le «pouvoir d'achat» nécessaire pour sauver le beurre des banquiers fraudeurs qui, à cette occasion, ne sautent pas par la fenêtre comme en 1929, mais munis d'élégants «parachutes dorés» qui leur assurent un atterrissage en douceur. Mille milliards de dollars, et non de tonnerres de Brest comme ils l'auraient mérité, telle est en effet la fabuleuse somme (700 millions ajoutés aux 300 précédents) que l'administration Bush octroie aux banquiers affairistes pour acheter leurs créances «pourries»; quant aux «saines», elles restent bien sûr dans les poches de ces bienheureux; et ce n'est qu'un commencement.

Chez nous, dans le contexte d'un gouvernement qui a perdu toute boussole (s'il en a jamais eu une...) et

d'un Premier ministre affaibli - ou renforcé, c'est selon - par le départ du groupuscule des ultra-nationalistes de la N-VA, c'est *grossso modo* le même scénario. «Aucune marge de manœuvre» budgétaire pour les politiques sociales, mais les boussoles égarées ont rapidement retrouvé le nord pour financer la rapacité de nos banquiers quitte à, sans aucun état d'âme, céder les derniers bijoux du royaume. Après la vente de *Fortis* et *Dexia*, on est en droit de se demander ce qui, outre le Manneken Pis, est encore belge dans ce pays.

De son côté, l'Europe de Barroso, censée nous prouver qu'elle est la solution au risque de «*repli identitaire*», nous montre avec éclat que lorsqu'on touche au portefeuille, le nationalisme du fric revient au galop et prédominera toujours. On vient de le voir dans le show du «chacun pour soi» du conclave du G4 à Paris, où Merkel, Berlusconi, Brown et Sarkozy ont écarté d'emblée toute idée d'une tirelire commune.

Société
**La gauche et l'insécurité:
L'heure de l'autocritique**

Chronique des libertés
**Mort en exil de
Dursun Karatas**

International
**L'opposition bolivienne
tente le passage en force**

GUERRE EN GÉORGIE
À l'assaut du Caucase!

**Le soufflé géorgien
se dégonfle**

Vie du Parti
**Un congrès
de positionnement
et de reconquête**

Environnement
**Les agrocarburants
ou comment l'Europe
affame le Sud**

Dans cette noirceur, le rouge de nos luttes pointe heureusement toujours. Le succès de la journée d'action pour le pouvoir d'achat du 6 octobre, malgré le battage de médias cherchant à démorraliser les initiatives de résistance, a confirmé la disposition des travailleurs à se battre pour leurs droits.

Et, dans le présent DR, notre invité, François Houtart, raconte le réveil latino-américain. Nos pages continuent à héberger de lucides dénonciations et à soutenir des luttes diverses, telle la manifestation contre la précarité organisée par le Parti de la gauche européenne à Bruxelles. Cerise sur le gâteau, notre Parti, confirmant les indices de son retour sur la scène politique et sociale, tiendra finalement son congrès en ce mois d'octobre. Congrès de résurgence et d'espoir pour que le Parti de Lahaut redevienne l'outil indispensable d'une gauche résolue et militante! •

François Houtart:
AMÉRIQUE LATINE
**Unir les peuples,
non les marchés**

François Houtart :

Amérique latine : Unir les peuples, non les marchés

François Houtart, professeur honoraire de l'Université catholique de Louvain et référence incontournable de la gauche radicale, est un des fondateurs des *Forums sociaux*. Initiateur également du *Mouvement pour un Autre Davos*, ce pèlerin des justes révoltes pratique la mondialisation à sa manière en «délocalisant» la parole contestataire. Auteur de nombreux ouvrages, dont le dernier, *Délégitimer le capitalisme**, est déjà traduit en plusieurs langues, il prépare maintenant un livre dénonçant les méfaits de l'agro-business. Il nous reçoit de retour d'un long périple en Amérique latine.

Le Drapeau Rouge: Peux-tu nous faire un compte-rendu sommaire de tes récents voyages dans cette partie du monde ?

François Houtart: Ayant effectué récemment une quinzaine de voyages en Amérique latine, j'ai pu tout à la fois constater les effets désastreux de la politique économique néo-libérale et les difficultés d'une transition vers le post-capitalisme ou le socialisme. Pour le premier point, ma visite à la région colombienne de Choco m'a permis de constater la destruction accélérée et violente de la biodiversité du fait de l'expansion des mono-cultures de palme oléagineuse destinée au négoce des agrocarburants. Les entreprises n'hésitent pas à expulser, voire massacer les paysans avec l'aide de l'armée et de paramilitaires. Or, ce modèle, qui s'étend pratiquement à toute la ruralité du tiers-monde, ne fait que rejeter sur la collectivité les coûts des externalités tant qu'elles n'affectent pas le processus d'accumulation de capital.



La généralisation de ces pratiques fut d'ailleurs confirmée lors de l'examen de 40 cas semblables présentés au Tribunal des peuples sur les multinationales européennes que j'ai présidé à Lima à l'occasion du sommet Europe-Amérique latine. J'ai pu constater que leur comportement écologique et social n'avait rien à envier aux multinationales nord-américaines et que le capitalisme n'a ni frontières, ni nationalité.

Tout cela a pour effet que la construction de nouvelles orientations économiques et sociales n'est guère facile. Il y a évidemment les résistances d'une opposition farouche, appuyée par les intérêts politiques et économiques de l'extérieur (pensez, entre autres, à l'appui d'Aznar aux auteurs du putsch au Venezuela ou aux interventions actuelles des États-Unis en Bolivie). Mais il y a aussi les difficultés et lourdeurs des processus de changement eux-mêmes.

DR: Quelles sont les situations qui t'ont le plus marqué ?

FH: Les événements de Bolivie sont

exemplaires pour le reste de l'Amérique latine, car ils révèlent la manière dont une opposition de droite se comporte face à une majorité démocratique et comment les États-Unis s'impliquent dans le processus. Celui-ci confirme une politique illustrée notamment dans les Balkans, consistant à susciter et utiliser des tendances séparatistes à ses propres fins. Dans ce contexte de grande hostilité et d'agitation savamment orchestrée, il n'est pas facile, pour le Président bolivien, de réaliser des changements profonds tout en respectant les formes démocratiques qui, après des dictatures féroces, sont considérées par les peuples comme une valeur importante. À ce propos, notons que l'attitude de l'Union européenne exprimée par les déclarations de Barroso et Solana critiquant les mesures boliviennes de récupération du contrôle de l'eau et de ses ressources énergétiques représentent également une ingérence inadmissible et finalement complémentaire de celle du gouvernement Bush.

DR: Quel regard portes-tu sur les événements boliviens et les perspectives de solidarité latino-américaine ?

FH: Evo Morales est un dirigeant aux racines populaires très solides. Il a la sagesse de l'Indien, mais aussi la détermination d'un peuple qui sort de 500 ans d'oppression, sait que c'est son unique chance et qu'il ne peut la rater. Pour cela il agit progressivement, essayant de récupérer les richesses nationales et de les redistribuer. L'opposition des grands propriétaires des régions les plus riches du pays est un fait et il est obligé d'en tenir compte sous peine de voir se développer une véritable guerre civile, ce que veulent réellement un certain nombre d'acteurs politiques conservateurs. Les négociations actuelles sont témoins de sa politique, en espérant qu'une armée, qui semble revenir à des sentiments nationalistes, défende l'unité du pays et ne tombe pas dans le piège putschiste tendu par la droite.



La vieille aspiration à une intégration latino-américaine se manifeste de manière nouvelle et, sans aucun doute, le gouvernement Morales est devenu un de ses animateurs les plus légitimes : elle ne se fonde pas, comme dans le cas européen, sur une union des marchés, mais des peuples. C'est la philosophie de l'*ALBA* (*Regroupement latino-américain bolivarien*), construite sur la complémentarité et la solidarité, avec des dimensions non seulement économique (pétrole, etc.), mais aussi sociale et culturelle : campagnes d'alphabétisation, éditions, maisons de la culture, TV Sur, « opération miracle » avec la contribution du savoir-faire reconnu de l'ophthalmologie cubaine et le soutien financier du gouvernement vénézuélien, pour guérir de la cécité des millions de personnes dans le continent, etc.

DR: Quel rôle attribues-tu au gouvernement d'Uribe en Colombie et ses liens avec les plans de Washington ?

FH: Le gouvernement du Président Uribe en Colombie représente le pôle opposé des nouvelles tendances en

Amérique latine : maintien d'une structure sociale très inégalitaire, priviléges des multinationales étrangères, monopole politique des classes sociales dominantes, lutte sanglante contre les mouvements sociaux ouvriers et paysans et contre les organismes de défense des droits de l'homme. Et finalement principal allié des États-Unis dans la région. Ce gouvernement a assis son pouvoir sur la lutte militaire contre la guérilla née de la révolte des paysans opprimés, non sur une négociation politique, et il profite intelligemment des erreurs de cette dernière pour se construire une réputation de démocrate et se faire appuyer par la plupart des gouvernements européens, y compris sociaux-démocrates. Près de 40 députés de son parti sont en prison pour des liens avec le para-militarisme et le trafic de drogues, et c'est seulement grâce à l'autoritarisme de son pouvoir personnel, le contrôle absolu qu'il exerce sur les moyens de communication de masse et l'appui des États-Unis qu'il ne connaît pas le même sort.

Le projet néo-libéral en Amérique latine a commencé avec le régime Pinochet au Chili et les conseils des *Chicago-boys*, les disciples de l'économiste Milton Friedman. Il a exercé ses ravages dans la plupart des pays, avec la notable exception de Cuba, où les principes du socialisme ont aidé à faire naître d'autres initiatives. Un pays comme le Nicaragua fut un véritable laboratoire : la chute du gouvernement sandiniste fut suivie d'une rapide augmentation des différences sociales, l'écrasement du petit paysannat, le retour à la santé et à l'éducation payante, l'accroissement de l'analphabétisme, etc. Cependant l'essai d'imposer à l'ensemble du continent une relation de dépendance vis-à-vis de l'économie nord-américaine par le traité instaurant une «Zone de libre-échange des Amériques» (ALCA), fut un échec en raison d'une convergence de résistance où se retrouvèrent les mouvements sociaux, les ONG progressistes, les intellectuels de gauche, des partis politiques et certains mouvements proches des Églises. La réplique fut la mise en route de traités individuels, que certains pays acceptèrent et d'autres refusèrent. La crise actuelle pourrait marquer la fin du néolibéralisme et fournir une occasion nouvelle d'intégration continentale sur des bases saines.

DR: Quelles sont les réactions des mouvements sociaux en Amérique latine face à ces agressions ?

FH: Les mouvements sociaux n'ont pas facile. L'offensive contre eux est sérieuse dans un certain nombre de pays, comme la Colombie, le Mexique et même le Pérou. La convergence des mouvements est la chose nouvelle et, à cet effet, les *Forums sociaux* ont joué un rôle important. Le dernier d'entre eux s'est tenu au Guatemala du 6 au 9 octobre. Les mouvements ont été à l'origine de partis politiques et leur articulation avec ces derniers est une des expériences nouvelles, notamment au sein de l'*ALBA*.

DR: Comment expliques-tu qu'un gouvernement catalogué « progressiste » comme celui de Lula soit un des promoteurs planétaires de l'agro-business ?

FH: L'attitude de Lula s'explique par son option générale : favoriser l'exportation pour faire entrer des devises, appuyer les initiatives économiques du capitalisme local pour accroître le revenu national et mener une politique de redistribution. Le point faible de ce raisonnement est que l'on n'aboutit pas à des réformes en profondeur (notamment la réforme agraire) et que les politiques sociales deviennent rapidement de l'assistance. Le développement de l'éthanol permet de renforcer ce modèle. Il profite du fait que le bilan écologique de l'éthanol au départ de la canne à sucre est relativement positif (contrairement aux autres), que le Brésil possède beaucoup de terres en réserve et donc que cette culture ne devrait pas empiéter sur la production alimentaire. En fait, c'est loin de correspondre à la réalité : les monocultures sont dommageables à la biodiversité et agissent au moins indirectement sur l'extension de la frontière agricole et la déforestation. Par ailleurs les conditions sociales du travail sont très dures et les déplacements de populations rurales pauvres s'amplifient.

Propos recueillis par
PABLO RODRIGUEZ

* Délégitimer le capitalisme, Reconstruire l'espérance, Collection Essais, Éditions Colophon, 2005.

De crise en crise

«Tout ça pour ça ?», est-on tenté de se demander. Ainsi, un an et quelques mois après les élections de juin 2007, au terme d'une période consternante, scandée par les coups de gueule, les revirements, les ukases, les positionnements bassement politiciens, les outrances des uns et les diktats des autres..., on en est au point de départ. Ou plus exactement nulle part.

Certes, les ultranationalistes de la N-VA sont passés d'un coup de la position de tuteurs du CD&V à l'opposition. Personne ne les regrettera. Mais leur capacité de nuisance ne s'est pas estompée pour autant et l'on peut faire confiance à Bart De Wever et à ses amis pour attiser les feux de la surenchère. Autant dire que le CD&V aura à cœur de démontrer qu'il n'a rien perdu de son mordant dans la défense d'une certaine idée de la cause flamande. C'est que, déjà, les uns et les autres ont les yeux rivés sur la prochaine échéance électorale : les scrutins régionaux et européens de juin 2009. Pas de quoi calmer le jeu politique. Non seulement parce que les radicaux communautaires du parti d'Yves Leterme vont assurément durcir le ton. Mais aussi parce qu'au Sud, Didier Reynders poursuit son offensive à l'arme lourde contre le «cartel» PS-CDH dans l'espoir d'imposer à la Wallonie sa libéralissime empreinte. Attitude qui offre au moins le mérite d'avoir fait voler en éclat un «front des francophones» gauche-droite stérilisant.

Au bout du compte, le gouvernement Leterme reste aux soins intensifs et nul ne se hasarderait à parier sur sa survie à moyen terme. Tout au plus est-il décidé, dernier des scénarios en date, que la grande palabre institutionnelle débutera le 8 octobre. Encore qu'à part la composition des délégations appelées à gérer ce *pow-wow*, personne ne sait sur quoi portera le dialogue Nord-Sud.

Cet encombrement à la belge étant acquis, les chefs des partis de gouvernement peuvent donc nous

resservir une fois de plus leur traditionnelle litanie. On va enfin pouvoir «passer à l'essentiel», «se concentrer sur le socio-économique», sur «ce qui intéresse les gens».

Et maintenant ?

Vraiment ? Que va donc nous offrir ce fantomatique exécutif, ce «chaudron où chacun touille», comme l'a écrit *Le Soir*? En cette période où, de l'aveu même d'experts comme Dominique Strauss-Kahn, le big boss du FMI, le pire reste sans doute à venir pour l'économie mondiale en général, et européenne en particulier ? Où les citoyens, une fois de plus, sont invités à payer au prix fort le prix des scandaleuses dérives du capitalisme hyper-financiarisé ? Où la situation, bien plus que des efforts de «bonne gouvernance», exige de profondes réformes structurelles ?

privatisation des services publics les plus rentables, fragilisation de la sécu, salaires cadenassés... Début janvier, Guy Verhofstadt, dans le rôle de Premier ministre de transition, affirmait, une fois de plus, qu'il n'existe «aucune marge de manœuvre» budgétaire pour les politiques sociales. Leterme II ne dévie pas de la ligne. Ainsi, alors que les familles subissent une chute brutale de leur pouvoir d'achat, que les profits explosent, que la part des revenus du travail par rapport aux richesses créées ne cesse de fondre au profit des catégories les plus favorisées et des grandes entreprises, les partis de la coalition, au-delà de leurs discours convenus, n'ont que peu à offrir pour répondre aux «questions qui touchent les gens» : chômage, précarité, vie chère... La confection du prochain budget de l'État – la priorité des priorités, disent nos excellences – ne fera, sans



La «profonde réforme de l'État» que chaque parti considère désormais comme inéluctable devrait être l'occasion de changer de cap. D'aller d'une part vers plus de démocratie, plus de transparence, plus d'efficacité de nos institutions. Et d'autre part, d'aller – à contre-courant de l'ultralibéralisme dominant – vers une réhabilitation de la puissance publique, de nouveaux modes de régulation, une relance des politiques sociales et une profonde démocratisation de la politique fiscale.

Or, crise institutionnelle ou pas, les politiques gouvernementales se suivent et se ressemblent : austérité budgétaire,

doute, que le confirmer, avec ou sans les coups de boutoirs de la N-VA et consorts.

On comprend que, face à cette situation fermée, les Belges, toutes régions confondues, soient largement aux abonnés absents, toujours plus en position de hors-jeu. Le fait est là : la crise dans ce pays est multiforme et elle ne trouvera de réponses que si elle est abordée dans toutes ses dimensions. En attendant, c'est la démocratie, sociale et politique, qui prend les coups.

MAURICE MAGIS

La gauche face à l'insécurité et la délinquance : L'heure de l'autocritique

Si la gauche se retrouve dans un «trou noir», victime du «désamour populaire» et «incapable de gagner la confiance du peuple», c'est qu'elle a laissé le terrain de la lutte contre la délinquance à la droite. C'est en tout cas le point de vue de Claude Demelenne dans le *Journal du Mardi* (JDM, août 2008).

Sous le titre «Pour une gauche radicalement protectrice» et «Bobos de tous les pays, interrogez-vous», le JDM consacre une dizaine de pages à appeler la gauche à entamer un processus d'autocritique et à remettre en cause son attitude vis-à-vis de l'insécurité dans les quartiers populaires : «L'insécurité est décidément le talon d'Achille de la gauche un peu partout en Europe».

À partir de là, le JDM se fait l'écho de tout un courant au sein de la gauche européenne, gestionnaires et radicaux confondus, qui plaide pour une gauche qui «renoue avec le peuple» et qui arrête «son angélisme, son utopisme, son irréalisme et ses tabous». Pour ce courant, la gauche devrait reprendre le discours répressif de la droite : «Face au phénomène des pics de délinquance (banlieues de Paris, certains quartiers défavorisés à Bruxelles), la gauche a laissé à la droite le monopole du discours répressif. Elle le paie durement». Chose assez incroyable, le JDM reconnaît que là où la gauche est au pouvoir, elle «n'est généralement pas moins répressive que les partis de centre-droit», mais «Craignant d'être accusée de copier la droite musclée, elle n'assume que partiellement sa pratique sur le terrain. Privilégiant l'argumentaire sur la prévention, elle s'interdit de transformer en argument électoral son volontarisme contre l'insécurité. C'est une erreur parce qu'elle touche de plein fouet son électorat traditionnel...».

Tout ceci ne ressemble pas vraiment à un bilan autocritique, mais plutôt à

une opération de préparation de la campagne électorale de 2009. Et oui, disons-le, si la gauche devenait vraiment une doublure de la droite et devenait aussi ou – pourquoi pas – plus agressive que le Vlaams Belang ou la Liste Dedecker, peut-être arriverait-elle effectivement à faire un beau score électoral. Seulement, dans ce cas, comme le disait l'écrivain italien Antonio Tabucchi, «La gauche pourrait se présenter comme 'nouvelle nouvelle droite'. Et elle serait vraiment tranquille : elle serait au gouvernement, mais personne ne la reconnaîtrait»¹.

Pour une campagne d'alphabétisation politique et sociale

Pour faire un vrai bilan autocritique sur l'attitude de la gauche vis-à-vis de l'insécurité et de la délinquance, il faut d'abord que la gauche sorte de l'étranglement du jeu électoral (et de son goût des succès électoraux faciles et des postes qui en découlent) et qu'elle fasse un repli stratégique vers les masses populaires pour se reconstruire parmi elles une identité propre. La voie électoral ne peut que fausser le débat : d'abord elle rend impossible toute politique à long terme et en profondeur et, ensuite, les élections actuelles sont devenues le terrain par excellence de la démagogie, de l'excitation facile et des promesses populistes contre la criminalité. Le travail électoral ne peut être qu'accessoire dans un travail de reconstruction de la gauche. Le constat est là : dans le climat de droite dominant, de peur généralisée, toute politique qui mise centralement sur les élections n'a entraîné qu'une droitisation progressive de l'ensemble de la gauche.

Les élections (et leurs sondages d'opinion) sont devenues un alibi pour glisser vers le centre et n'être qu'une voix incolore dans le chœur de la pensée unique. L'opinion publique est aujourd'hui façonnée à droite comme jamais auparavant par des médias qui la matraquent inlassablement avec «les faits divers de la délinquance», à travers lesquels un seul message politique est

véhiculé : criminalisation et stigmatisation des communautés (maghrébines ou polonaises) et des groupes (jeunes), exploitation de la douleur des victimes pour obtenir plus de répression et plus de prisons. Faire une autocritique sérieuse voudrait dire que la gauche reconnaît qu'elle a abandonné le peuple et sa tâche d'éducation, et qu'elle se lance dans ce que j'appellerais une campagne d'alphabétisation politique et sociale du peuple sur tous les points où la droite a fait des percées spectaculaires, dont l'insécurité.

Dénoncer le capitalisme criminel

Ensuite, une politique de gauche contre la criminalité suppose que la gauche reprenne les choses dès le début, c'est-à-dire qu'elle retrouve les racines de l'insécurité, de la criminalité et de la violence dans ce monde et surtout qu'elle ait de nouveau le courage de le dire.

Deux événements ont forgé l'opinion publique et l'orientation de la gauche pendant ces dernières vingt années : d'abord la chute du socialisme en 1989 et l'acceptation (active ou passive) par toute la classe politique de droite et de gauche de ce système criminel que sont le capitalisme et l'impérialisme, devenus *la seule alternative possible pour développer ce monde*.

Ensuite, depuis le 11 septembre 2001, il y a de la part de cette même classe politique l'acceptation ou même l'engagement dans la guerre mondiale américaine contre la terreur. Une guerre qui dure maintenant depuis presque huit ans, qui risque de ne jamais finir, basée sur des mensonges déclarés, et d'une cruauté et d'une barbarie jamais vues. Ce sont ces deux événements qui dominent le monde d'aujourd'hui et qui le rendent invivable et incertain. Ces deux événements forment un cocktail explosif et, tant que la gauche ne s'attaque pas à les démonter, le train de la peur et de l'angoisse existentielle, du racisme et de l'islamophobie, de

L'ode à la violence, de la réintroduction de la torture, de l'individualisme et du chacun pour soi, ne s'arrêtera pas.

Dénonçons les marchés financiers (banques, fonds de pensions..) comme de vrais criminels, parce qu'ils ont poussé 100 millions de gens à des révoltes de la faim, faim provoquée par leurs spéculations sur le marché du blé, du maïs, du riz et du soja. Dénonçons comme criminels les 6.000 hommes d'affaires qui dirigent ce monde et qui pourraient en un tournemain résoudre la pauvreté mondiale. Dénonçons la tuerie barbare de 90 Afghans, dont 60 femmes et enfants, le 22 août dernier par un bombardement de l'OTAN, comme aussi grave et peut-être pire que les enlèvements et les meurtres des enfants chez nous, contre lesquels toute une population s'est levée. Et surtout, dépassons les cris d'indignation morale et poussons nos protestations jusqu'à obtenir des résultats tangibles.



Rendez-vous sur le site



Non au modèle américain, oui à l'éducation !

En outre, il faut que la gauche réaffirme sa conviction que ce n'est pas le modèle américain avec sa politique de tolérance zéro et d'enfermement massif qui résoudra le problème de la délinquance, mais bien le changement des conditions sociales dans lesquelles les gens grandissent et vivent, et qui déterminent leur comportement. Ce n'est donc pas la responsabilité individuelle des délinquants (ou de leurs parents) qui est la première source de délinquance.

Pour la gauche, il faut d'urgence investir et réaliser des changements dans l'enseignement, l'accès à la culture, au logement, au travail, et pas dans de nouvelles prisons. Cette idée de base ne doit pas se retrouver dans les déclarations internes ou de congrès ; il faut surtout la faire passer à l'occasion de chaque événement tragique présenté par les médias. Or, lors de tous les événements qui ont renforcé le sentiment d'insécurité et de vengeance au sein du peuple, la gauche – quand elle a osé prendre position – a, chaque fois, fait fausse

route. Dans les affaires tragiques de Demoor à Anvers ou de Joe Van Holsbeek à Bruxelles, la gauche s'est tout simplement jointe à l'indignation spontanée et aux manifestations organisées de l'opinion publique. Sans plus. Ce qu'elle a payé ou va payer très cher.

Enfin, il faut que la gauche avance des pistes positives et concrètes pour montrer une autre voie et qu'elle soit la voix de ces centaines de travailleurs sociaux et éducateurs qui font un travail remarquable d'éducation des jeunes en difficultés. Le 1^{er} novembre 2008, le musée-prison de Tongres va fermer ses portes, faute de subsides et réouvrira en tant que centre de détention pour 35 jeunes délinquants. N'est-ce pas une occasion pour la gauche de montrer le choix à faire : éducation ou répression ? Signez la pétition pour sauver le musée sur

www.revuenouvelle.be

Venez nombreux à la visite et à la promenade de protestation le 18 octobre.

Luk VERVAET
Enseignant en milieu carcéral

¹Il Manifesto, 7 novembre 2004.

Mise au point

Dans un courrier, Maître Erik Vuylsteke, avocat de Hervé Van Laethem, fondateur de divers groupuscules d'extrême droite, dont *Nation*, nous déclare que son client «ne se reconnaît pas» dans le cliché publié dans le DR n° 22 (p. 6) et nous demande rectification.

Après vérification, nous devons admettre que Van Laethem a raison : lors de la mise en page, la photo incriminée a été légèrement rognée, gommant le visage de celui qui, selon divers spécialistes de l'extrême droite belge, est bel et bien Hervé Van Laethem, dans un geste nauséabond d'hommage au sinistre nazi Degrelle. Nous reproduisons donc ici cette photo, dans son entiereté.



Van Laethem, à l'extrême gauche, saluant Degrelle.

Par ailleurs, ainsi que le montre le cliché suivant extrait du site *Resistances* (www.resistances.be), Hervé Van Laethem n'a pas hésité en d'autres occasions à immortaliser sa proximité avec le père de la collaboration nazie en Belgique.



Van Laethem, en compagnie du dirigeant des relations extérieures de la Phalange espagnole Alberto Torresano et de Léon Degrelle.
Observatoire belge de l'extrême droite. Résistance.be / 2008.

Nous continuons le combat pour mettre inlassablement en lumière la véritable nature des adversaires de la démocratie et des nostalgiques de la barbarie fasciste. *No Passaran !*

Mort en exil de Dursun Karatas

Le 11 août dernier, Dursun Karatas, secrétaire-général du DHKP-C, est décédé d'un cancer aux Pays-Bas à l'âge de 55 ans, après 38 ans de résistance dont 9 passés en prison et 19 en clandestinité. Quatre jours plus tard, quelque 15.000 manifestants ont bravé les menaces de violence policière et de poursuites judiciaires en participant à ses funérailles dans le quartier de Gazi, l'un des bastions du mouvement révolutionnaire. Dursun Karatas figurait parmi les 11 inculpés du DHKP-C en Belgique sans que sa présence dans ce pays n'ait jamais été attestée. Il était l'un des rares survivants d'une génération vaincue ou sacrifiée par la junte fasciste du général Evren.

Faut-il le comparer aux grands rebelles, à Thomas Sankara, Ho Chi Minh ou Che Guevara, pour réaliser la perte que représente la disparition de Dursun Karatas pour la lutte en Turquie ? Sans doute. D'abord parce qu'il était quasi-inconnu du mouvement socialiste et communiste international. Depuis son évasion de la prison de Bayrampaşa en 1989, Dursun Karatas, secrétaire général du *Parti et Front révolutionnaire de libération du peuple* (DHKP-C), était entré en clandestinité pour ne plus en sortir jusqu'à sa mort. Ensuite, parce qu'il égalait ces leaders révolutionnaires par sa probité, son sens du sacrifice et par sa ferveur révolutionnaire.

Depuis le début des années 1970, il est de tous les combats, tantôt dans les bidonvilles où il participe à la création des comités populaires qui construisent des écoles, des dispensaires médicaux et des clubs sociaux, aménagent des routes, creusent des canalisations et raccordent l'électricité, tantôt sur les barricades face aux attaques de la police et de la maffia foncière, tantôt sur les campus universitaires et dans les internats où il organise la résistance contre la terreur des *Loups Gris*.

En 1978, il fonde *Devrimci Sol* (*Gauche révolutionnaire*), un mouvement populaire de guérilla urbaine, pour répondre aux exigences de la lutte. Le 12 septembre 1980, l'armée

prend le pouvoir : Dursun Karatas est arrêté et torturé. Lors de son procès, sa plaidoirie offensive tourne au procès de la junte. Le 25 octobre 1989, il s'évade de la prison de Sagmalcilar comme de nombreux autres militants avant et après lui... Le 1^{er} novembre 1991, il est condamné à la peine capitale, commuée plus tard en peine de prison à la perpétuité.

Affaibli par des pertes humaines considérables qui entraînent une crise interne sans précédent, Dursun Karatas et ses compagnons fondent en 1994, le DHKP-C, un mouvement populaire à l'action politique extrêmement diversifiée.

Au-delà de toute critique ou divergence que l'on pourrait avoir à l'égard de sa stratégie, de son idéologie ou de son programme, ce sont manifestement ses qualités humaines exceptionnelles qui ont fait de lui le dirigeant qu'il fut.

Au plus fort de la grève de la faim de 1984 contre le port obligatoire de l'uniforme imposé par la junte militaire et dans laquelle il faillit perdre la vie (si les grévistes n'avaient pu obtenir victoire au 75^{ème} jour de leur jeûne), il déclara : «*Notre résistance ne dépend de rien si ce n'est de la combativité de notre mouvement. Ce n'est pas moi qui en détermine l'issue. Ce n'est pas moi qui la dirige. Je n'en suis qu'un simple soldat. Rien de plus*».

Dirigeant, soldat mais aussi semeur d'espoir. Un jour, le directeur de la prison militaire de Davutpasa le transféra dans le pavillon des «indépendants», c'est-à-dire ceux qui avaient rompu avec leur organisation et abandonné toute résistance. Mais avec Dursun Karatas à leur chevet, les vaincus de Davutpasa avaient repris du poil de la bête...

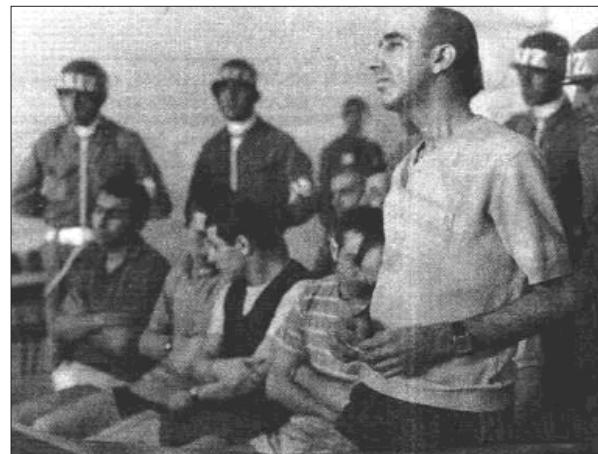


Image surprenante de Dursun Karatas et ses compagnons en grève de la faim contre le port de l'uniforme, comparaissant devant le tribunal militaire en caleçon en guise de protestation.

À la prison de Metris, Dursun Karatas qui avait résisté à toutes ses séances de tortures, avait gagné la sympathie de toute la population carcérale, y compris celle du personnel civil de la prison. En ces jours sombres de dictature militaire où «*plus une feuille ne bougeait*», il exhortait ses parents et autres visiteurs à devenir des «*fleurs du désert*». De ces parloirs allaient naître un premier collectif de familles de détenus (TAYAD) qui, armées d'œilllets, fleuriront les rues mornes et désertes sillonnées par les patrouilles militaires. C'était l'époque où la plus vaillante des résistances contre la junte consistait à brandir une fleur pour défendre son fils, son époux ou sa sœur, incarcérés et torturés...

Dans toute résistance, aussi isolée fut-elle, il était toujours serein et confiant. «*Les générations futures s'inspireront de notre détermination, de notre courage et de notre sincérité dans la lutte. Ils hériteront de cette dignité que nous défendons au prix de notre vie. Nous marchons vers l'avenir, sachez-le. Et nous vivrons dans la lutte de ceux qui aujourd'hui ignorent encore nos actes et même notre existence*», disait-il un jour.

De son éviction en 1989 jusqu'à sa mort, il était au cœur de toutes les luttes, même en exil et malgré la maladie.

BAHAR KIMYONGÜR

B R E V E S

Pas la crise pour tout le monde

Le groupe chimique et pharmaceutique *Solvay* a à nouveau enregistré des résultats record en 2007. Tant le bénéfice net (828 millions d'euros) que le résultat opérationnel ont atteint un niveau jamais égalé. Le bénéfice net du groupe dépasse de 1 % le niveau record de 2006. Le résultat opérationnel a enregistré l'an dernier une hausse de 9 %, atteignant un record de 1,2 milliard d'euros. Le chiffre d'affaires de *Solvay* est de 9,57 milliards d'euros, en progression de 2 % par rapport à 2006.

Indépendances auto-proclamées: les lunettes à double foyer de Kouchner

18 février 2008, Washington et Paris reconnaissent l'indépendance du Kosovo, province autonome de Serbie, où sont stationnés plus de 16.000 soldats de l'OTAN. Le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, écrit: «*Indépendance: le joli mot. Le Kosovo est désormais un État indépendant. Et la France lui souhaite la bienvenue dans la communauté internationale (...)* C'est un succès pour la communauté internationale et c'est un grand succès pour l'Europe».

Source: *Le Figaro*, 19/02.

26 août 2008, Moscou reconnaît l'indépendance de l'Ossétie du Sud, ancienne région autonome de Géorgie, où sont stationnés près de 4.000 soldats russes. Kouchner déclare: «*Nous ne pouvons pas accepter ces violations de tout le droit international, des accords de sécurité et de coopération en Europe, des résolutions des Nations Unies et la prise, pour la première fois depuis longtemps, d'un territoire par une armée d'un pays voisin.*»

Source: *Europe-1*, 27/08.

La poste avec un tout petit p

La Poste a déjà fermé un grand nombre de ses agences et annonce encore d'autres fermetures sur tout le territoire. Le grand manager Johnny Thijs et le porte-parole officiel de la Poste affirment qu'en remplacement on a ouvert des «points-poste» (dans des librairies ou des magasins) où le client peut effectuer 90 % des opérations habituelles. Et c'est là où le bât blesse. Les 90 % garantis représentent les opérations que peuvent toujours effectuer les clients de la Poste, service «courrier». Les 10 % qu'ils ont décidé de supprimer, ce sont les services «banque», le paiement des bulletins de versement de 300 € maximum avec communication structurée.

Comment sont remerciés les clients réguliers de ces services «banque»? Rien n'est prévu pour eux, un comble car ces clients fidèles (et parmi eux, beaucoup de personnes âgées) ne peuvent plus compter sur leur point-poste pour leurs retraits et dépôts d'argent. S'ils veulent continuer à expédier gratuitement leurs virements, ils doivent aller jusqu'au «bureau le plus proche» (qui est en réalité souvent très éloigné) pour y déposer

leurs virements dans la boîte prévue à cet effet. S'ils renoncent à ce déplacement, ils doivent envoyer ces virements sous enveloppe affranchie. La Poste aurait dû traiter équitablement les clients de ses services «courrier» et «banque». Une catégorie de clients (et pas la moindre) a été lésée.

Ils vous diront que le facteur peut prendre les virements et même apporter l'argent à domicile si on en fait la demande par téléphone à leurs bureaux. C'est bien beau en théorie mais en pratique, c'est tout autre chose. Avez-vous déjà essayé de téléphoner à un bureau de poste? Après un temps d'attente qui peut être très long, on vous répond que l'on ne donne pas, ou plutôt qu'on «ne peut plus», donner des renseignements par téléphone. Quant au facteur, on lui rajoute sans cesse des maisons et, parfois, des rues entières et il est quasi chronométré.

Pauvre Poste et, surtout, pauvres clients qui regrettent certainement la Poste d'autrefois.

DÉSIRÉ LECLERCQ

Verlaine

Nos libertés menacées

Lectrice du *Drapeau Rouge*, je fus attirée par la publicité faite par le journal (n°23) de la manifestation du 7 septembre en faveur de la réouverture des enquêtes sur les attentats du 11/09; publicité que je comprends bien venant d'un journal attentif aux manipulations médiatiques telles que celles organisées par les Américains autour de cet événement et de leur utilisation pour justifier des politiques répressives un peu partout.

Cela dit, en lisant bien le texte de l'invitation, je constate qu'il est davantage orienté vers la protestation contre les mensonges américains, que vers la dénonciation de ce qui se passe chez nous. Je n'ai aucun doute sur les contrevérités de la thèse officielle des États-Unis et sur le fait qu'il est urgent de rouvrir une enquête mais je pense que pour nous, en Europe, la mobilisation contre les attentes aux libertés que nous vivons dernièrement est plus importante, et probablement plus mobilisatrice, que la demande de réouverture d'une enquête à Washington.

Je songe au harcèlement que subit

Bahar Kimyongür dont nous apprenons qu'il sera à nouveau jugé, aux spectaculaires mesures répressives contre les membres du *Secours Rouge* et aux amalgames médiatisés à outrance pour faire croire que toute contestation militante, toute révolte contre des mesures policières, serait la preuve d'un quelconque attachement aux CCC.

J'ai pensé à l'urgence d'organiser la lutte contre les lois anti-terroristes parce que, quand les opposants deviennent des «terroristes», lorsqu'ils sont appelés ainsi par le pouvoir, on sait que ce dernier va avoir recours à des mesures de plus en plus dures et n'hésitera pas à banaliser l'argument et à élargir la cible.

C'est pour cela que je pense que si nous ne perdons pas de vue les liens étroits entre l'idéologie au pouvoir aux États-Unis et les pratiques sécuritaires chez nous, nous aurons plus de chances d'avoir une mobilisation réussie et, en tout cas, politiquement cohérente.

MARIE-FRANCE DEPREZ

Bruxelles

LE MONDE TEL QU'IL VA

Crise financière : La blague de Ronald et le bazooka de Henry

«Voulez-vous connaître la meilleure des blagues?», demandait à l'apogée de son pouvoir Ronald Reagan devant ses compères hilares. «C'est un fonctionnaire qui arrive et vous dit : je suis un représentant de l'État venu pour résoudre vos problèmes». Tout indique que, vingt ans après, la blague de Reagan mise en œuvre par le «fonctionnaire» George W. Bush deviendra un véritable cauchemar pour les contribuables américains qui vont devoir rembourser le gigantesque achat des dettes dites «pourries» du système bancaire américain. Pourtant, le Secrétaire au Trésor Henry Paulson venait de jurer que jamais l'État n'en viendrait à de telles extrémités. «La meilleure façon d'employer un bazooka, est justement de ne pas l'employer; le porter seulement fait amplement l'affaire», disait-il peu avant de devoir «bazooker» à fond la séculaire *Lehman's Brothers* que même Ben Laden n'avait pas réussi à faire tomber le 11 septembre lorsque son bâtiment, voisin des tours, fut lourdement touché.

Voilà où nous sommes depuis que la «course aux bulles» s'est installée dans l'univers des financiers. De la bulle informatique d'hier à celle de l'immobilier d'aujourd'hui et, qui sait, celle des nanotechnologies, des céréales ou du foot – certains l'annoncent – demain, l'économie capitaliste se promène de bulle en bulle et de crise en crise. Ainsi aux États-Unis, treize grandes banques ont déjà été mises en faillite sur presque 120 estimées «faillibles» selon la FED. Et l'État, c'est-à-dire le contribuable, devra financer 1.000 milliards de dollars (700 ajoutés aux 300 précédents) pour acheter les créances «pourries» en laissant, bien sûr, les saines à ces pauvres petits banquiers.

Si cela continue à ce rythme, Bush va devoir suivre les avis d'Obama et replacer ses troupes, mais non pas pour envahir le Pakistan, mais le Lichtenstein ou le Grand-duché pour se faire un peu de liquidités. Ce serait plus rentable et moins risqué, car les talibans de la finance sont sûrement plus policiés que les barbus de Bagdad. Plus près de

chez nous, Trichet ne cesse pas, non plus, de tricher au secours de ses banquiers à coup de milliards d'euros. Comme quoi, les caisses ne sont pas si vides et le pouvoir d'achat n'est pas si faible lorsqu'il s'agit de secourir les riches.

Barroso, le président de la Commission, celui qui refuse tout plan d'aide à une usine en voie de fermeture, justifie une telle politique : «Nous avons accompagné certains plans de sauvetage de quelques banques et, dans ces cas, les règles de concurrence n'ont pas été un obstacle puisqu'il s'agit de soutenir des valeurs importantes comme la stabilité financière». Il est vrai que, dans la philosophie européenne de Barroso, ces valeurs sont bien plus importantes que celles d'assurer l'emploi des simples gens.

Une esquisse de réponse est venue du sud lorsque la présidente argentine, Cristina Kirchner a épingle devant l'Assemblée des Nations Unies ceux qui disaient hier aux pays du tiers-monde que le marché réglait seul tous les problèmes et qui viennent de produire «la plus formidable intervention de l'État de mémoire d'homme». Avec comme seule différence, disait-elle, que pour l'avoir fait «la Maison Blanche n'aura pas à subir les rodomontades ni les redressements du Fonds monétaire international».



Benoit XVI à Lourdes : l'obscur testament

Avec onze discours et homélies en trois jours, Joseph Ratzinger n'a pas chômé dans son combat pour l'affirmation d'une conception encore plus conservatrice de la doctrine catholique. Le choix de la France comme scénario de cette bataille n'est pas anodin. C'est dans le

pays de la Révolution de 1789 et de la Commune, le pays de la laïcité républicaine, qu'il est venu livrer quelques morceaux d'un dangereux message obscurantiste que la gauche n'a le droit ni d'ignorer, ni de sous-estimer.

Dans son discours du 12 septembre au collège des Bernardins à Paris, il a esquissé une définition de la culture en général et de l'europeenne en particulier : «Ce qui a fondé la culture européenne, dit-il, c'est la recherche de Dieu [...] une culture purement positiviste qui renverrait dans le domaine subjectif, comme non scientifique, la question concernant Dieu serait la capitulation de la raison, un échec de l'humanisme». Nous avons donc maintenant un «pape intellectuel», comme on l'appelle à cause de sa vaste culture, pour agresser la nature même de la démarche culturelle, pour vider de son sens le concept de l'humanisme, pour s'en prendre à la curiosité scientifique.

Or «culture», c'est exactement le contraire. C'est le résultat d'une attitude de doute, de la mise et de la remise en question des savoirs, de la recherche du sens dans les explications des choses et des événements. Tout ceci est du positivisme et c'est dans cette dynamique que s'est fondé ce qu'il y a de mieux et de plus durable dans la culture européenne, en faisant abstraction et/ou en résistant précisément aux croyances religieuses ou surnaturelles. Galilée, Servet, de las Casas, Darwin, Freud, Marx sont là pour témoigner face à des *torquemadas* dont sieur Ratzinger semble être la version 2008. Voilà pourquoi il nous propose un humanisme frelaté, qui ne s'intéresse guère à la condition concrète de la vie des hommes, surtout des pauvres, avalisant ainsi la nature indigne du système qui les fabrique. On comprend alors pourquoi ce pape qui béatifie aujourd'hui Josemaría Escrivá, fondateur de l'*Opus Dei*, fut hier chargé de réprimer la théologie de la libération, c'est-à-dire ce qui restait de véritablement chrétien dans son église.

PABLO RODRIGUEZ

L'opposition bolivienne tente le passage en force

Le référendum du 10 août dernier a réaffirmé la légitimité du premier président indigène de Bolivie. Élu en 2005 avec 53,7 % des voix, Evo Morales a en effet été réélu par plus de 67 % des électeurs. Mais ses principaux opposants, les préfets autonomistes des riches départements de Santa Cruz, Beni, Pando et Tarija, ont également été confirmés lors de ce scrutin. Ils parient désormais sur un passage en force pour tenter d'enrayer le processus de transformations sociales en marche.

«Nous démontrons une fois de plus que le Beni est uni, qu'il va défendre son autonomie et ses recettes provenant de l'IDH (Impôt direct sur les hydrocarbures). Ces manifestations ne sont rien d'autre que l'exécution d'un plan que nous avons élaboré pour la récupération de l'IDH.»

Telles sont les déclarations du président du Comité civique juvénile du Beni, José Luis Peñafiel, après la prise des installations du Service départemental d'éducation de cette région du nord du pays. Durant l'action menée par les membres du Comité, un dirigeant paysan et une femme furent malmenés par les assaillants.

Ce type d'action est devenu monnaie courante depuis l'échec de l'opposition bolivienne de révoquer le président Morales par les urnes. Voyant le vent tourner, les préfets autonomistes avaient même un moment envisagé de boycotter un référendum qu'ils avaient eux-même exigé.

Le 15 août dernier, les membres de l'Union des jeunesse de Santa Cruz ont essayé d'occuper par la force le siège départemental de la Police nationale. Les membres de cette organisation de



droite radicale ont attaqué les installations policières à jets de pierres, bâtons et pétards.

Selon l'aveu de Peñafiel, les opposants à Evo Morales n'hésiteront pas à exécuter «de telles mesures radicales» dans les prochaines semaines, notamment pour récupérer les recettes provenant de l'IDH.

Sur décision du gouvernement bolivien, 30 % des recettes de cet impôt (l'équivalent de 166 millions de dollars par an), destinées aux régions, sont actuellement utilisés pour financer les retraites des personnes de plus de 60 ans, sous le nom de «rente de la dignité» (*Renta Dignidad*).

Le panorama reste complexe

Les mesures sociales comme la *Renta Dignidad*, les politiques d'éducation pour tous appuyées par un plan d'alphabétisation avec l'aide de Cuba et du Venezuela, ainsi que la politique de nationalisation et de récupération des ressources naturelles, entre autres, ont convaincu 67,41 % des boliviens (2 103 732 personnes sur 3 120 724 votes valides) de permettre à Evo Morales et à son vice président, Alvaro García

Linera, de terminer leur mandat. Lors du scrutin du 10 août, les préfets de huit des neuf départements du pays se sont également soumis à référendum. La neuvième, Savina Cuellar¹, du département de Chuquisaca, venait d'être élue en juin suite à la démission de l'autorité précédente et n'a donc pas dû se soumettre à l'épreuve des urnes.

Deux préfets d'opposition ont été révoqués, il s'agit de Manfred Reyes de Cochabamba et de José Luis Paredes de La Paz. Du côté des appuis à Evo Morales, tous ont été confirmés dans leurs fonctions. Après le dépouillement, la Cour nationale électorale (CNE) a annoncé fin août la confirmation de justesse d'Alberto Aguilar, du département d'Oruro, avec 50,85 % des voix.

Mais si le référendum révocatoire était censé clarifier le jeu politique, la confirmation des préfets autonomistes, qui avaient organisé des consultations régionales (considérées illégales par la CNE) en faveur d'une autonomie départementale, n'a pas permis de débloquer la situation.

Appelés au dialogue par l'exécutif national au lendemain du 10 août, les leaders de l'opposition ont bien vite

claqué la porte des négociations et appelé à la grève générale.

Celle-ci ne fut suivie que partiellement, mais les dirigeants «civiques» et les préfets d'opposition, réunis au sein du Conseil national démocratique (*Conalde*), ont ensuite annoncé fin août des blocages de routes, l'occupation d'installations pétrolières et la fermeture de valves de gazoducs, notamment dans la région de Santa Cruz. Et ce de manière indéfinie jusqu'à obtenir la récupération de la totalité de l'IDH pour les budgets départementaux.

Le 22 août, un porte-parole du Comité civique de Tarija avait même déclaré ne pas exclure des actions plus radicales allant jusqu'à «obliger» le gouvernement du président Morales à «rendre ce qu'il a volé».

Face à ces menaces, le gouvernement bolivien a sommé l'armée de garantir la sécurité des installations gazières et pétrolières, principales ressources économiques du pays. L'exécutif a également répondu par un décret établissant des sanctions aux préfectures, mairies ou fonctionnaires qui se feraient écho de telles actions.

Selon l'Agence bolivienne d'information (*ABI*), les coûts qui découlent de la réparation et de la remise en marche des installations affectées par les blocages, ainsi que les pertes occasionnées à l'État, devront être assumés par les entités concernées.

Retarder l'approbation de la constitution

Malgré sa victoire dans 95 des 112 provinces du pays, Evo Morales n'a pas obtenu la reconnaissance espérée d'une opposition qui se radicalise de jour en jour. Le référendum révocatoire était déjà un stratagème avancé par la droite pour retarder l'approbation de la nouvelle constitution, les revendications sur l'IDH en sont un autre.

Le gouvernement bolivien doit maintenant s'atteler à convoquer de nouvelles élections à Cochabamba et La Paz pour remplacer les préfets révoqués, ainsi qu'à faire voter la nouvelle constitution. Rédigé par une Assemblée constituante, le nouveau texte fondamental fut

approuvé en décembre dernier par celle-ci, malgré le boycott des partis de droite.

Fin août, Morales a annoncé la tenue de deux scrutins régionaux, à Cochabamba et La Paz, pour remplacer les préfets révoqués, pour le 7 décembre prochain, ainsi que la tenue du référendum national sur la nouvelle constitution, approuvée en décembre dernier par l'Assemblée constituante, malgré le boycott des partis de droite. La journée devait également inclure une consultation populaire sur le nombre maximum d'hectares autorisés pour les propriétés terriennes privées (5 000 ou 10 000 hectares), article qui figure dans le projet de constitution et qui n'a pu être tranché par l'Assemblée constituante.

Cependant, quelques jours plus tard, la CNE rejetait le décret émis par le Président de la République et exigeait que la convocation se fasse par un projet de loi qui doit maintenant être approuvé par le Congrès. La date du prochain référendum reste donc encore floue, d'autant plus que l'opposition va essayer de bloquer ce projet de loi au Congrès.

La ratification d'une nouvelle constitution, qui permettrait une réélection du président Morales et enclencherait surtout la mise en œuvre d'une réforme agraire interdisant les propriétés agricoles de plus de 5 000 ou 10 000 hectares, n'est pas du goût des latifundistes locaux. Certains d'entre eux sont en effet à la tête d'exploitations pouvant aller jusqu'à 200 000 hectares.

Pour empêcher cela, beaucoup sont prêts à aller jusqu'au bout. C'est le cas par exemple du président du Comité civique de Santa Cruz, Branco Marinkovic. Fils d'émigrés croates collaborateurs du régime oustachi, il est aujourd'hui à la tête d'une grande entreprise dans l'industrie du soja et, entre autres, ex-président de la Fédération des Entrepreneurs privés de Santa Cruz.

La haine raciale qui anime également ces milieux a occasionné en mai dernier des actes d'humiliation de paysans indigènes dans la ville de Sucre, capitale du département de Chuquisaca. Ceux-ci furent à moitié dénudés, rués de

coups et obligés à marcher à genoux, et leurs vêtements brûlés sur la place publique.

Ambassadeur US *persona non grata*

Dernièrement, le 10 septembre, le président Morales a déclaré *persona non grata* l'ambassadeur des États-Unis en Bolivie, Philip Goldberg, et exigé son départ du pays.

Goldberg, qui avait occupé par le passé le poste de chef de mission à Pristina, au Kosovo, est accusé par les autorités boliviennes de «conspirer contre la démocratie et promouvoir la division de la Bolivie».

Cette mesure n'est que l'aboutissement d'une série de plaintes officielles du gouvernement bolivien face à l'administration états-unienne. À plusieurs reprises, La Paz avait accusé Goldberg d'exercer des fonctions qui allaient au-delà de la simple mission diplomatique, et notamment de soutenir financièrement les groupes d'opposition à Morales².

Enfin, accident ou sabotage, l'hélicoptère *Super Puma* prêté par le Venezuela et qui transportait régulièrement le président Morales s'est mystérieusement écrasé en juillet dernier, lors d'un vol entre Cochabamba et la ville de Cobija, à la frontière brésilienne, tuant 4 militaires vénézuéliens et un bolivien.

Le président Morales, qui aurait dû utiliser l'appareil quelques heures plus tard, affirma par la suite que «le processus de changement continuera à coûter du sang, pour certains en luttant, et pour d'autres, comme ces pilotes, en servant le peuple bolivien».

SÉBASTIEN BRULEZ

¹ Savina Cuellar est une dirigeante indigène qui a rallié les rangs l'opposition. Elle fut membre de l'Assemblée constituante à laquelle elle fut pourtant élue sur la liste du MAS (Mouvement au Socialisme, parti de Morales). Avant cela, elle avait appris à lire avec la méthode cubaine d'alphabétisation Yo sí puedo.

² L'USAID (United States Agency for International Development) avait déjà été exclue de la région indigène du Chapare pour les mêmes motifs, avec l'appui massif des mouvements sociaux locaux.

Guerre en Géorgie : Moscou et Washington à l'assaut du Caucase !

Le différend entre la Russie et la Géorgie n'est qu'un nouveau chapitre de celui qui se déroule sous nos yeux entre Moscou et Washington. En réalité, après plusieurs incidents militaires depuis 2007, les forces géorgiennes lancent une offensive vigoureuse et soigneusement préparée en août 2008 contre l'Ossétie du Sud¹. Cette offensive entraîne une intervention des forces armées de la Russie. Cette intervention s'étend même sur l'autre territoire contesté : l'Abkhazie. Elle conduit à la déroute de Tbilissi, échec humiliant pour les conseillers militaires américains et israéliens de l'armée géorgienne.

Le contexte local se prêtait au conflit armé. Depuis 2004, la Géorgie adopte et applique le modèle néolibéral dans sa gestion socio-économique : déréglementations, réduction de l'administration et des impôts. Plus de 1 800 entreprises sont privatisées entre 2004 et 2008. Le secteur de la santé devrait lui aussi passer aux mains de capitaux privés. Cette gestion désastreuse pèse évidemment sur la popularité du régime actuel et détériore sa légitimité. Elle serait à l'origine de la politique de fuite en avant du gouvernement, de sa volonté de récupérer par la force les régions contestées. Cela laisse entrevoir des règlements de comptes politiques après le désastreux conflit armé.

Verrou stratégique

Pourquoi le conflit a-t-il éclaté en Géorgie ? Le pays est se trouve au cœur des réseaux gazoducs et oléoducs. Il est surtout susceptible de constituer une des pièces du dispositif de Washington contre l'Iran autant qu'un des facteurs de démantèlement de la Russie et de sa zone d'influence. Washington envisageait d'installer de nouvelles bases en Géorgie ou en Azerbaïdjan. La Géorgie est un verrou stratégique de la Caucاسie méridionale.

Rappelons que, depuis des années, Tbilissi passe des accords avec



Washington selon lesquels les États-Unis privatisent leur présence militaire en Géorgie en passant des contrats avec des officiers militaires américains à la retraite, afin qu'ils équipent et conseillent l'armée géorgienne. Ce programme prend le relais d'une collaboration entamée sous la présidence précédente en 2002, sous couvert de lutte contre le terrorisme. Les conseillers militaires états-uniens se voient également confier comme mission d'améliorer la sécurité des oléoducs et gazoducs. En contrepartie, la Géorgie a envoyé 500 hommes soutenir les forces d'occupation en Irak, un nombre qui n'a cessé d'augmenter jusqu'à atteindre les 2000 hommes. Elle bénéficie aussi depuis des années d'un important soutien militaire d'Israël et de l'Ukraine.

Le conflit armé russe-géorgien actuel commence, comme d'habitude, par des déclarations selon lesquelles l'un n'a fait que répondre à l'attaque de l'autre. En juillet 2008, quelques semaines avant le conflit, on note de nombreux déplacements d'officiels américains, dont Condoleezza Rice, à Tbilissi et des exercices militaires auxquels participent 1000 soldats, ainsi que 300 instructeurs américains ou israéliens, permettant à Washington de manifester son soutien au gouvernement géorgien.

De son côté, la Russie a tout intérêt à vouloir stopper les avancées des États-Unis dans la Caucاسie méridionale craignant l'encerclément par les États-

Unis, seuls ou grâce à l'OTAN ; l'utilisation militaire intempestive du couloir aérien vers l'Asie centrale par Washington ; la destruction des anciennes bases militaires russes sur le territoire géorgien ; la pénétration des compagnies pétrolières et gazières vers l'Asie centrale.

Arrêter les États-Unis n'est guère facile pour Moscou. Certes, la Russie se retrouve parmi les «grands», mais sa puissance militaire ou économique n'égal pas celle des États-Unis, ni celle de l'Union européenne (UE). En termes de brutalité de l'intervention, la Russie est un «débutant» en Géorgie, si on la compare aux États-Unis en Afghanistan et en Irak.

Un cadeau géopolitique du ciel !

Plus fondamentalement, depuis la chute du «rideau de fer» entre 1989 et 1991, les épreuves stratégiques entre les États-Unis et la Russie se multiplient. Elles ont été causées par les avancées remarquées de l'OTAN vers le centre et de l'est de l'Europe ; la présence militaire de Washington en Irak et en Afghanistan, même si elle est incertaine ; les «révoltes» orange en Ukraine et rose en Géorgie soutenues par des «ONG» gouvernementales américaines.

Face à cela, la Russie enregistre la non extension du réseau de bases américaines au centre de l'Asie ; la reprise en main économique, administrative et militaire du pays ; des alliances développées, d'abord avec la Chine et les pays d'Asie centrale, mais aussi avec l'Inde et l'Iran, pays où l'influence américaine recule.

Par contre, la Russie en position encore relativement faible est «titillée» à ses frontières au sud et à l'ouest, alors que les États-Unis s'embourbent dans des conflits qu'ils ont eux-mêmes suscité tels que la «lutte contre le terrorisme» en Afghanistan, en Irak ou en Somalie.

L'affaire géorgienne est un cadeau du ciel pour Moscou. L'Azerbaïdjan s'affiche comme pays plus ou moins neutre, alors que l'Arménie penche vers la Russie. L'objectif de la Russie dans le cas de la Géorgie pourrait être de la rendre stratégiquement plus neutre, voire maintenir une certaine instabilité dans la Caucاسie méridionale tant que Moscou ne réussira pas à faire entrer dans la région les multinationales russes du secteur énergétique. Par ailleurs, on peut être certain qu'en Asie centrale, en Ukraine ou en Azerbaïdjan, les gouvernements suivent de très près les événements dans cette région. Israël pourrait aussi réviser sa politique de soutien à la Géorgie.

Dans le présent contexte, Washington pourrait prendre une panoplie de mesures, notamment faire pression sur l'UE pour qu'elle suspende ses négociations «stratégiques» avec la Russie, exclure la Russie de certains débats internationaux et empêcher son entrée à l'Organisation mondiale du commerce, impliquer la Géorgie dans les programmes d'action de l'OTAN, étendre les patrouilles d'avions de combat de l'OTAN au-dessus du territoire «entier» de la Géorgie.

À supposer qu'elles soient applicables, beaucoup de ses mesures permettraient aux États-Unis de ne pas s'impliquer ouvertement et directement dans le conflit, en y impliquant les pays européens et en les faisant financer les opérations. Il convient également de voir si les différentes négociations ne sont, comme d'habitude, pas dans l'intérêt de chaque partie. Il faut cependant dire que les coups de force

en Caucasié méridionale laissent peu de choix à l'UE, ne pouvant se mettre du côté de la Russie. Une telle éventualité représenterait une atteinte directe à la position des États-Unis, au capitalisme que ceux-ci incarnent et que l'UE ne combat guère.



Conclusions provisoires

L'affaire géorgienne signifie inéluctablement un nouvel affaiblissement des États-Unis d'un point de vue géopolitique. Les échecs relatifs antérieurs se manifestent par une pénétration modeste en Asie centrale et les infortunes militaires en Irak et en Afghanistan. Du reste, le monde doit désormais s'habituer à ce que la Russie retrouve progressivement sa position de grande puissance, et à ce qu'elle, l'UE et les États-Unis doivent faire face à l'avènement géopolitique de la Chine et celui, plus modeste, de l'Inde dans l'arène internationale.

Il n'en reste pas moins vrai que la résolution militaire des différends, tel le cas géorgien, implique des centaines, voire des milliers de morts, beaucoup de blessés et de réfugiés. Les grandes

puissances n'en souffrent guère et pensent avant tout à tâter, tester la résistance ou les limites de l'autre. Les puissances moindres sont par ailleurs amenées à se repositionner constamment en fonction des rapports de force instables des «grands». C'est le cas sans doute d'Israël, de l'Ukraine ou de la Turquie, mais également des autres pays environnants, sans compter les pays qui ne font qu'en encaisser les conséquences.

Sans doute, les multinationales énergétiques russes sont déjà en négociation avec leurs homologues euro-américaines afin de pouvoir désormais participer à l'exploitation des réseaux d'oléoducs et de gazoducs, existants ou à venir, de la région. En cas de médiation, il faudrait en tous les cas exclure tant les États-Unis que la Russie, car les deux font sont parties prenantes du conflit. Est-ce la neutralisation de la Géorgie? Est-ce une nouvelle «guerre froide»? Quelle est la part de l'hystérie anti-russe croissante? Dans le cadre de la présidence de l'UE, l'initiative française visant à un cessez-le-feu ne peut qu'être applaudie. Probablement, une médiation européenne s'impose d'urgence!

NICOLAS BARDOS-FELTORONYI

¹Il est parfaitement possible que Tbilissi ait pris seul la décision d'attaquer en espérant l'appui de Washington. Encore que la présence américaine (personnel militaire, conseillers, CIA, FBI, etc.) soit tellement importante qu'il paraît peu probable qu'au moins certains milieux militaires, diplomatiques ou politiques des États-Unis n'aient approuvé la décision.

Le soufflé géorgien se dégonfle

On a assisté, dans les premiers temps après l'attaque contre l'Ossétie du Sud, à une remarquable explosion de désinformation pro-Saakashvili. Les usuels propagandistes étaient montés au créneau, des photos choc et truquées avaient été exposées – et aussitôt retirées une fois la supercherie éventée; la grande presse s'était déchaînée contre l'impérialisme russe, etc.

Aujourd'hui, à peine un mois et demi après les faits, que reste-t-il de tout cela? Les États-Unis font marche

arrière par la voix de leur Secrétaire à la Défense, les voix les plus belliqueuses (Grande-Bretagne, Pologne...) ne se font plus entendre. Il semble bien que l'option de l'escalade poursuivie par certains soit un ratage complet.

La vérité sur la responsabilité de l'agression n'arrive plus à être couverte, à moins qu'on n'ait plus la volonté qu'elle le soit. La petite phrase du Secrétaire général de l'OTAN, «Je ne veux pas entrer dans les considérations de qui a fait quoi quand», ou celles des

duettistes Glucksmann-BHL: «Qui a tiré, cette semaine, le premier? La question est obsolète», sonnent aujourd'hui bizarrement, en particulier devant l'évidence des crimes de guerre commis par les troupes de Saakashvili. Les députés européens ont eu beau gommer le terme, si enquête il y a «sur le conflit en Géorgie», ce sera inévitablement aussi une enquête «sur le déclenchement du conflit», dont le résultat fait assez peu de doute.

(Suite p. 14) ►

Un congrès de positionnement et de reconquête

Étape importante de la vie du Parti Communiste Wallonie-Bruxelles et témoignage de son renouveau actuel, un congrès aura lieu le 18 octobre à Bruxelles. Plusieurs mois assidus de travail nous ont permis de dégager les cinq axes autour desquels s'articulera notre congrès, cinq axes qui précisent notre positionnement idéologique et politique, ainsi que la nature de l'action que nous souhaitons mener dans les mois et années à venir :

- NOTRE COMMUNISME POUR LE XXI^{ème} SIÈCLE,
- LA QUESTION DE LA DÉMOCRATIE,
- PERSPECTIVES : «SOCIALISME OU BARBARIE»,
- LE FONCTIONNEMENT DU PARTI : BILAN ET PROPOSITIONS,
- LA CONJONCTURE ACTUELLE ET LES OBJECTIFS DE NOTRE PARTI.

Ces documents ont été ébauchés par le Bureau politique sur base du travail fait par les Fédérations. Ils ont ensuite été débattus et amendés dans les diverses fédérations et sections avec tous les militants. Le Comité central s'est chargé de collecter et d'intégrer les amendements, ainsi que de réaliser les arbitrages avant que le texte final ne soit une dernière fois débattu dans le parti.

Des actes reprenant les textes de congrès, les motions et le programme politique du Parti seront imprimés à l'issue de celui-ci.

Si vous en souhaitez un exemplaire, il vous suffit de verser la somme de **10€** sur le compte **310-1877676-36** du Drapeau rouge **avant le 25 octobre** en n'oubliant pas de mentionner «actes + votre adresse postale» en communication.
Toutes les informations utiles sur le congrès seront bientôt également disponibles sur le site

www.particommuniste.be

(Suite de la p. 13) ►

Le soufflé géorgien se dégonfle

Reste Bush, pathétique, qu'on écoute poliment et vaguement médusé, évoquer devant les Nations Unies le droit international et le respect de l'intégrité territoriale – que n'y avait-il songé plus tôt? – et rangeant la Géorgie dans le même tiroir de «démocraties modèle» que l'Irak et l'Afghanistan...

Ce qui vient de se dérouler éloigne aux calendes grecques les perspectives d'entrée de la Géorgie dans l'Otan. Les USA sont-ils encore seulement en mesure de faire des pressions suffisamment convaincantes sur leurs «alliés»? Il est permis d'en douter, lorsqu'on entend Sarkozy prendre le contre-pied

total de Bush à l'ONU, et prôner une union économique avec la Russie.

Un tournant fondamental?

George Bush lègue à son successeur, non seulement un pays failli, surendetté (la dette extérieure US dépasse 400 % du PIB annuel) et dont la seule solution pour sortir de la crise financière est de s'endetter encore davantage, mais également un pays impuissant militairement. Paradoxalement, la grande démonstration de puissance que devait être l'écrasement de l'Afghanistan et de l'Irak s'est révélé être le signe et l'une des causes même de l'impuissance de l'impérialisme US. De récentes révélations du *Guardian*

ont confirmé que ce «déploiement de puissance» a littéralement empêché l'attaque rêvée contre l'Iran.

La déroute géorgienne et l'incapacité de fait pour les États-Unis d'y répondre autrement que par des imprécations dérisoires, et un ballet de navires de guerre dans la Mer Noire, pourrait bien avoir été un révélateur, et représenter un tournant décisif pour l'ensemble de la planète : l'impérialisme occidental n'a plus les moyens d'imposer ses diktats, le reste du monde peut ne plus capituler face à ses menaces.

ROLAND MAROUNEK

La révolution, une matière scolaire ?

Nos petits moutards qui entrent à l'école ne lisent ni n'écoulent les informations, ignorent tout de la réalité sociale : interrogés par les journalistes, ils ont déclaré être heureux de rentrer à l'école pour travailler, apprendre à lire, à calculer... Les «régus-collés» en médecine d'aujourd'hui n'étaient-ils pas les écoliers enthousiastes des rentrées 1995 ou 1996? Une centaine d'étudiants ont répondu à l'appel de la FEF¹ à manifester contre le *numerus clausus* en médecine. Le 15 septembre, jour de rentrée du supérieur, la mobilisation semblait s'organiser dans ces écoles ; même à Erasme, un jeune homme distribuait des tracts. Nos étudiants ne sont-ils pas en train «d'agir collectivement pour transformer leur monde»? Nous voilà en présence de «citoyens critiques actifs», et ce en dépit des carences de l'école révélées par la dernière enquête de l'Aped².

Pourquoi l'Aped qui reprend à son compte un constat matérialiste dialectique : «l'enseignement ne peut pas changer les rapports sociaux et économiques qui dirigent notre planète», retombe-t-il dans l'idéalisme utopique pour sa «conviction fondatrice que l'enseignement peut apporter à ceux qui subissent ces rapports sociaux et économiques la capacité de comprendre le monde», teintée de prosélytisme confessionnel lorsqu'il ajoute «et donc agir collectivement à le transformer».

La neutralité concrètement

L'enseignement qui «apporte aux élèves la capacité d'agir» ne respecte pas le devoir de neutralité du service public qu'est l'enseignement officiel. Quand André Dussart, délégué FGTB des ACEC et par ailleurs membre du PC, se plaignait de voir arriver à l'usine les anciens élèves des écoles techniques officielles sans carte syndicale, alors que les élèves sortant des écoles catholiques avaient tous leur carte CSC, je lui rappelais que l'enseignement officiel, en sa qualité de service public, n'avait que le droit d'informer de l'existence des syndicats, mais ne pouvait en favoriser aucun, et que, par contre, il était normal que les écoles libres confessionnelles soient les courroies de transmission d'un syndicat confes-

sionnel. Même si elle s'en étonnait, il était normal que cette mère qui avait confié sa fille à l'École Normale de l'État à Arlon, l'école «sans Dieu», espérant que celle-ci y perde son envie d'entrer en religion, la retrouve, au bout d'un an, aussi convaincue qu'avant.

En 1976, lorsque les étudiants des Écoles Normales manifestèrent contre le *numerus clausus* que voulait leur imposer Humbert, la directrice de celle de Berkendael (Forest), respectant la neutralité de l'enseignement officiel et donc les droits démocratiques de nos étudiants, leur offrit des locaux pour leurs réunions, et fit comprendre à une de mes collègues que soumettre ses étudiants à un interrogatoire en menaçant d'un zéro les absents était enfreindre la neutralité.

L'école, reflet de la société

L'école ne peut qu'être le reflet de la société qui l'organise et des rapports de force qui s'y affrontent. L'idéalisme utopique consiste à imaginer qu'une société puisse former volontairement les acteurs de son renversement

Les rapports de force évoluent, de la conception sociale-démocrate de l'après-guerre à celle du «social-libéralisme» d'aujourd'hui qui bétonne l'économie de marché, même revue et corrigée par Di Rupo³. Nous avons vu⁴ que toute tentative de correction de ce régime n'aboutit qu'au renforcement de l'échec plutôt qu'à son élimination. Voici des exemples parmi tant d'autres de cette évolution.

De 1944 à 1952, la Résistance était toujours concrètement présente à l'École Normale Émile André de la Ville de Bruxelles que je fréquentais. C'était avant le Pacte scolaire, le libre examen y faisait la loi. Mon professeur de physique et chimie revenait des camps de concentration, ainsi qu'une institutrice de l'école d'application, ancienne élève arrêtée en plein cours pour son activité

dans la résistance. Georgette Schmitz dirigeait cette école depuis la Libération, elle y remplaçait une directrice renvoyée pour avoir été la maîtresse d'un soldat allemand. En 1950, la grève contre le retour de Léopold III paralysait l'école. J'entends encore notre directrice nous expliquant à nous, les futures institu-



trices, que c'était pour préserver un avenir démocratique aux enfants qui nous seront confiés que nos professeurs et elle-même avaient considéré de leur devoir d'arrêter le travail contre le retour de ce roi incivique.

À côté du professeur d'histoire qui nous faisait «onduler Charles le Chauve» dans notre livre d'histoire qu'elle suivait à la ligne, un autre m'a passionné avec l'histoire du «comment vivaient les gens» qu'on ne retrouvait dans aucun livre d'histoire scolaire de l'époque. C'est mon professeur de dessin qui, en nous racontant l'histoire de Joseph Bracops, cet instituteur qui perdit sa place pour avoir «chômé» un 1^{er} mai, commémoration encore «subversive», nous fit comprendre le rôle du syndicat.

Est-ce vraiment ce qu'elle avait appris à l'école qui poussa une de mes compagnes de promotion, Marcelline, à refuser catégoriquement de prolonger sa journée de travail comme institutrice par un travail d'éducatrice? Cette action individuelle fit que la Ville de Bruxelles cessa d'exploiter les instituteurs dans ses colonies pour enfants défavorisés et engagea des éducateurs. Action unique, mémorable, mais qui n'eut pas de suite militante pour Marcelline. Quant à moi, je retrouvais simplement à l'école confirmation de ce que je puisais dans mon milieu.

Au début des années 1960, je me suis retrouvée comme enseignante à l'École

B R E V E S

Belgacom :
Service public es-tu là?

Belgacom a payé l'année dernière 12,2 millions d'euros aux membres du comité de direction, contre 8,3 millions un an auparavant. Didier Bellens, l'administrateur-délégué de *Belgacom*, a reçu 3,57 millions d'euros en salaire et autres primes en 2007.

Source : *De Tijd*

**L'OTAN, bras armé
de l'ONU ?**

La Russie réclame une enquête contre le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, après la signature d'un accord qui reconnaîtrait l'Alliance atlantique comme une organisation «*de maintien de la paix*», a dit l'ambassadeur russe à l'Otan.

«*L'accord n'a pas seulement soulevé l'indignation de la délégation russe, mais aussi d'autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU qui n'ont pas été tenus au courant*», a déclaré Dimitri Rogozine, réclamant «*une enquête sur les actions de Ban Ki-moon*».

Ce document aurait été signé le 23 septembre par le secrétaire général de l'ONU et Jaap de Hoop Scheffer, le secrétaire général de l'Otan, et donnerait à l'Alliance atlantique le droit de mener des opérations «à travers le monde».

«*Ban Ki-moon a reconnu l'alliance non pas comme une organisation militaire régionale, mais comme un remplaçant de l'ONU dans toutes les affaires liées à la sécurité internationale*», poursuit le diplomate russe.

Selon lui, le document «réhabilite» l'Otan pour ses bombardements en Serbie lors de la guerre du Kosovo, et force l'ONU à partager «*le fiasco en cours en Afghanistan*», où les forces de l'Otan sont de plus en plus embourbées.

Source : *AFP*

normale d'Arlon l'époque des marches antiatomiques. La dernière, il est bon de le rappeler, rassembla plus de 400.000 jeunes, c'est-à-dire 100.000 de plus que la marche blanche. Elles étaient cautionnées par le ministre socialiste de l'Éducation de l'époque. Les discussions soulevées entre élèves et professeurs à cette occasion ne s'inscrivaient pas réellement dans le programme des cours, excepté la physique où mon collègue choqua les étudiantes en leur démontrant que la bombe atomique, à elle seule, disposait de sept moyens de tuer, que son utilisation était donc pur gaspillage. Mais il n'en découragea aucune : elles furent une vingtaine à se rendre à Bruxelles, chacune ayant son voyage payé par une collègue !

Ce fut un jeune communiste qui fut à l'origine de la grève des étudiants de l'Athénée Royal La Brise (Watermael-Boitsfort) : ils s'insurgeaient contre la Préfète qui voulait exclure de l'établissement une rhétoricienne enceinte. Les professeurs affiliés à la CGSP les soutenaient moralement, laissant les étudiants agir seuls. La pression fut assez forte pour faire céder la Préfète : l'étudiante acheva normalement ses études.

En 1972, on a vu les étudiants du secondaire descendre dans la rue contre Van Den Boeynants qui manipulait leur droit au sursis. Les affiliés à la CGSP de mon établissement firent grève pour soutenir cette action. Ce sont aussi les étudiants qui descendirent dans la rue pour s'opposer à la réduction du temps scolaire à 28 heures.

À l'IATA, école technique catholique de Namur, des étudiants ayant eu un cours de législation du travail exprimèrent le désir d'aller en URSS voir sur place la législation du travail appliquée dans un pays dirigé par les ouvriers. Direction et corps professoral répondirent au vœu des élèves. Le voyage eut lieu et les élèves en revinrent enchantés...

L'économie de marché sans contrepoids

Pour que mes étudiants, futurs instituteurs adoptent des comportements de confiance, constructifs, stimulants avec les enfants dont ils auront la charge, je ne pouvais qu'agir avec eux dans ce sens. Je défendais donc l'idée de

permettre à un étudiant de passer de première en deuxième année même s'il éprouvait encore quelques difficultés dans les matières, mais faisait preuve de capacités pédagogiques certaines, d'écoute, d'observation, de relation... J'étais arrivée à convaincre mes collègues parce qu'effectivement cette confiance s'avérait rentable : tous les étudiants qu'on avait ainsi laissé passer réussissaient sans problème l'année suivante. En 1985, mes collègues ne résistèrent pas à la vague libérale qui s'était abattue sur le pays après les tueries du Brabant wallon et les actions des CCC, et nous ne fûmes plus que deux à poursuivre notre politique de confiance. L'équipe était pourtant exactement la même...

Le décret du 17/09/97 définissant les missions pour l'école prévoit en son article 69 l'organisation d'un conseil de participation dans chaque école. Il compte des représentants des élèves qui doivent être élus après un appel aux candidats. Des modules de formation pour délégués ont été organisés en *Promotion sociale*. Je me suis ainsi retrouvée à l'Institut Montjoie, une école confessionnelle bruxelloise, pour inspecter cette formation. Des élèves m'ont raconté avec fierté le combat victorieux qu'ils avaient mené dans l'école contre le port de l'uniforme. Ils avaient, à l'époque, élu des délégués par classe sans difficulté.

Le responsable du cours m'a confirmé ce que je venais d'entendre. Aujourd'hui, il n'y a plus de candidat délégué. Pour lui, l'enthousiasme a disparu, tout simplement parce que les problèmes débattus au conseil de participation ne concernent en rien les jeunes. Ils ont même l'impression de ne pas être entendus lorsqu'ils expriment leurs desiderata.

Décréter la démocratie, ne serait-ce pas le moyen de la tuer ?

Faire la révolution relève d'une dialectique complexe où l'environnement joue un rôle important. Mais elle n'est pas matière scolaire.

Louise GOTOVITCH

¹ FEF : Fédération des étudiants francophones.

² Aped : Appel pour une école démocratique, www.ecoledemocratique.org/

³ Le pays a besoin d'un PS fort, *Elio Di Rupo in Le Soir*, 13-14/09/08.

⁴ Voir DR n° 21 et n° 22.

Les agrocarburants, ou comment l'Europe affame le Sud

Une crise alimentaire catastrophique est en marche, dont tous les ingrédients sont en place depuis des années.

Pour nous, ici, cela veut dire des prix en hausse, un pouvoir d'achat réduit. Mais pour des millions de gens sur cette planète, cela veut dire ne plus être capable de couvrir les dépenses alimentaires de la famille, en être réduit à retirer les enfants de l'école pour pouvoir manger, parfois les livrer à la prostitution pour obtenir un revenu additionnel. Et cela signifiera émeutes, retour en force des fondamentalismes et des autoritarismes, propagation de graines de haine et d'intolérance.

En nous obligeant à utiliser des agrocarburants produits pour l'essentiel dans des pays du tiers-monde, l'Union européenne nous fait participer, que nous le voulions ou non, à cette crise. Nous en serons des complices forcés chaque fois que nous achèterons de l'essence ou que nous prendrons un bus ou un avion.

Car dans l'état actuel des technologies, la production des agro-carburants n'est possible à grande échelle que de deux façons: en soustrayant des terres consacrées auparavant à la production alimentaire, ou en rasant des forêts. L'une et l'autre sont à l'œuvre depuis maintenant plusieurs années. Il ne s'agit pas d'une menace, d'une hypothèse, d'un risque: c'est une réalité. Elle a pris corps en Asie du Sud-est et en Amérique latine, et commence à se propager en Afrique.

La Commission européenne, artisanne de ces politiques, rétorque que sa politique ne peut être mise en rapport avec la crise alimentaire actuelle, puisque l'Europe vient seulement de décider d'imposer les agrocarburants. Ce qu'elle ne précise pas, c'est qu'une première directive très semblable a été adoptée déjà en 2003, où la consommation d'agrocarburants (la Commission parle de «biocarburants») n'y était qu'encou-

ragée, et non imposée, par toute une panoplie de moyens: subventions, exonérations...

À l'époque, la Commission a laissé entendre que l'Europe pourrait produire elle-même les quantités requises. Il n'est pourtant pas difficile de faire le calcul: le remplacement d'une partie donnée de la consommation actuelle et projetée d'agrocarburants (5,75 %, conformément à la directive de 2003, 10 % suivant la nouvelle proposition de la Commission) se traduit en nombre de tonnes. Et ce nombre de tonnes peut se convertir en nombre d'hectares nécessaires pour les produire. Les surfaces agricoles disponibles en Europe sont connues également. Le résultat ne laisse place à aucun doute: l'Europe est incapable de produire les volumes requis.

Études erronées? Absence d'études? Études ou information fallacieuses? Aucune des hypothèses n'est rassurante.



Face à la crise alimentaire actuelle, la Commission soutient que sa politique ne peut être incriminée puisque seul un petit pourcentage des terres européennes a été reconvertis à la production d'agrocarburants. Mais le problème n'est pas dans la production européenne d'agrocarburants! Le problème est dans la très forte demande européenne d'agrocarburants qui pèse sur l'utilisation des terres dans le reste du monde. Il est dans la réponse de ce qu'on appelle «les marchés» – en fait le secteur industriel et, en particulier, les grandes entreprises multinationales. Il est dans les effets désastreux de la politique européenne (et des États-Unis), par l'entremise de ces mêmes entreprises, sur les pays et

sociétés du tiers-monde et sur les parties les plus vulnérables de celles-ci. C'est là que les gens meurent de faim, ce n'est pas chez nous: «nos réservoirs pleins, leurs assiettes vides».

Industriels et multinationales n'ont pas attendu 2008 et disposaient, eux, de bonnes calculettes. Depuis 2003 et déjà avant, ils ont compris que les quantités requises par la directive européenne ne pouvaient matériellement pas être fournies par les terres européennes, même si celles-ci étaient consacrées dans leur entièreté à la production d'agrocarburants. Ces mêmes sociétés se sont donc lancées à la conquête des terres agricoles du tiers-monde. Ce ne sont plus, désormais, l'uranium ou le pétrole qui font l'objet de toutes les convoitises. Aujourd'hui, le nouvel «or vert», comme certains s'y réfèrent, ce sont les terres agricoles.

Davantage de CO₂!

La Commission rétorque qu'on va mettre en place un système de certification qui garantira l'absence d'impact négatif des agrocarburants. Il faudra prouver en premier lieu qu'ils ne font pas de tort à l'environnement. Et cela alors qu'on nous a laissé entendre qu'on allait avoir recours aux agrocarburants justement pour remédier aux problèmes environnementaux! La nécessité de tels critères en dit long. En effet, scientifiques et institutions spécialisées ont démontré que le recours aux agrocarburants risque de causer, non pas moins, mais plus d'émissions de gaz à effet de serre que les combustibles d'origine fossile. Il faut en effet tenir compte de tout le cycle de production des agrocarburants, pas seulement des gaz d'échappement émis par les véhicules.

De toute façon, comment un système de certification de la production de telle ou telle entreprise à tel ou tel endroit peut-il empêcher la gigantesque reconversion au niveau mondial de terres agricoles à la production d'agrocarburants? Comment peut-il empêcher la hausse des prix alimentaires que cela



entraîne inévitablement? Comment peut-il empêcher les spéculations qui les amplifient? Comment peut-il empêcher la dépossession de millions de paysans dans le monde, expulsés aujourd'hui de leurs terres pour faire place à la production d'agrocarburants? Il n'y a pas de doute qu'une bonne partie de ceux qui, aujourd'hui, sont dans les rues pour manifester contre la hausse des prix alimentaires étaient hier encore des paysans. Les chiffres relatifs à l'exode rural et aux expulsions de paysans au cours des années récentes sont sans ambiguïté.

À la question «mais qui pousse donc les agrocarburants si leur impact est si négatif?», la réponse est simple. Les agrocarburants sont poussés par les producteurs d'agrocarburants, par ceux qui investissent dans ce secteur. Ils sont nombreux, puissants, et concluent des alliances jusqu'alors inédites. C'est ainsi que diverses entreprises pétrolières investissent maintenant dans des plantations agricoles, et que l'industrie automobile investit dans la recherche sur les OGM. Quatre secteurs, principalement, sont actifs sur ce nouveau marché: biochimie (semences OGM), agro-business, industrie pétrolière (qui prépare l'après-pétrole) et industrie automobile (qui fait obstacle au développement de combustibles qui demanderaient une transformation importante des moteurs ou qui permettraient une moindre usure de ceux-ci). Les entreprises impliquées s'appellent: *ADM, Cargill, DuPont, Syngenta, AlcoGroup, British Sugar, British Petroleum, Shell, Mitsubishi*,

Chevron, Petrobrás, Total, PetroChina, Rabobank, Barklays, Société Générale, Toyota, Bill Gates, George Soros, Carlyle, Goldman Sachs, etc.

Quand on interroge ces acteurs au sujet des agrocarburants, il va de soi qu'ils sont pour. Ce sont des intérêts qui parlent ici, non des analyses indépendantes. Encore moins des analyses se référant à d'autres priorités que le profit, moteur de leur action. Et quelles garanties peut offrir un système de certification dont les conditions auront été définies dans une large mesure par ceux-la même qui pendant des années ont déboisé, pollué, détricoté les systèmes de protection sociale existants et réprimé par la violence les efforts pour les voir émerger là où ils n'existaient pas? Qui trouve-t-on dans les groupes de travail mis sur pied par la Commission pour définir le système de certification qui devra garantir les conditions de production des agrocarburants? Ces mêmes multinationales qui se sont lancées à l'assaut de ce nouveau marché! Contrôleurs et contrôlés sont en partie les mêmes.

Le principe de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance indispensable des systèmes judiciaires est admis de longue date au niveau gouvernemental. Il ne l'est pas au niveau des nouveaux «maîtres du monde» que sont les multinationales, désormais acteurs et juges à la fois et auprès de qui la Commission se démet de ses responsabilités. Lorsque ces multinationales polluent ou accaparent l'eau potable (*Nestlé* fait l'objet de poursuites judiciaires pour ce motif),

lorsqu'elles sont responsables de maladies incurables ou de décès (*Monsanto* fait l'objet de poursuites judiciaires pour ce motif), lorsqu'elles tuent et paient les tueurs (*Chiquita* a été condamnée pour ce motif en avril 2007), la seule peine qu'elles risquent ou encourrent est une amende qui confirme l'impunité avec laquelle elles agissent, plutôt que le contraire. Car que pèsent les 15 000 € de l'amende à laquelle *Monsanto* a été récemment condamné? Que pèsent même les 25 millions \$ d'amende auxquels a été condamnée *Chiquita* pour financement de groupes terroristes? Et quelle garantie d'actions judiciaires transparentes et équitables peut-il y avoir lorsque le procès a lieu dans le pays d'origine de la multinationale, et que ce pays peut tout bonnement refuser un visa aux témoins ou victimes des agissements de ses multinationales (ce qui s'est passé récemment pour la société *Drummond*, accusée de complicité dans l'assassinat de dirigeants syndicaux en Colombie)?



Il ne faudrait pas pour autant se résoudre à la désespérance. Oui, il est possible d'agir. Il y a mille pas possibles. D'abord rejeter une fois pour toutes le terme «biocarburant». Changer de vocabulaire, c'est déjà se positionner et réclamer un minimum d'honnêteté intellectuelle. Un deuxième pas à la portée de tous consiste à s'informer. Vous trouverez de nombreuses références documentaires sur le site, qui est aussi celui d'un film¹ réalisé par l'auteure du présent article :

www.reservoirs-pleins-assiettes-vides.org

MONIQUE MUNTING

¹ **Réservoirs pleins, assiettes vides**, un documentaire poético-politique de 57', projeté à Bruxelles le 7 novembre au Centre Culturel Jacques Franck à Saint-Gilles et le 9 novembre au Centre Culturel du Botanique.

Valse avec Bachir

Bachir, c'est le prénom du Président libanais Gemayel, un ami d'Israël, assassiné par ses adversaires politiques en 1982. Au cours de la guerre civile qui a suivi, l'armée israélienne a envahi le Liban pour soutenir les phalangistes chrétiens et leur a fourni l'aide leur permettant de massacrer quelque trois mille quatre cents réfugiés palestiniens des camps de Sabra et Chatila.

Devant la réaction internationale, il se révéla impossible de prétendre qu'il s'agissait d'un incident de plus dans ce Proche-orient chroniquement agité. Certains osèrent même évoquer une tentative de «solution finale» du problème palestinien. Tant et si bien que le gouvernement israélien constitua une commission d'enquête qui accoucha de conclusions dont on mesure l'hypocrisie distinguée : le ministre Ariel Sharon fut convaincu de complicité passive (ne rien avoir empêché !) et de responsabilité indirecte pour avoir fourni une aide militaire (bouclage du périmètre des camps) et technique (éclairage direct des «opérations» de massacre à l'aide de fusées éclairantes). Ce n'était de toute façon pas la première liquidation de civils à laquelle il participait, comme en font état les témoignages recueillis par l'historien israélien Ilan Pappe¹. Après une éclipse de la vie publique, Sharon est devenu Premier ministre. Rappelons qu'il est toujours en vie, victime d'un coma artificiel médical dont il a été impossible de le faire sortir.

Le jeune soldat Folman faisait partie de ces envahisseurs, il y a vingt ans. Il a 17 ans lorsqu'il arrive à Beyrouth. Il quitte la ville trois jours plus tard, devenu «une autre personne», comme il le dit lui-même, après avoir assisté à l'horreur et constaté de visu la responsabilité directe d'Ariel Sharon, alors ministre de la Défense. Revenu à la vie civile, Ari Folman commence une carrière de cinéaste, principalement dans le documentaire.

Ce film est son troisième ouvrage de fiction bien qu'il soit, selon l'expression consacrée, basé sur des faits réels. En parlant avec d'anciens compagnons de combat, ils constatent que leur mémoire semble avoir occulté un certain nombre de faits particulièrement horribles. Ils souffrent tous de cauchemars qui semblent en rapport avec des souvenirs

gênants. Le film raconte l'enquête à laquelle ils se sont livrés.

Pour en rendre compte, un «documentaire» aurait pu associer interviews, documents et récits de cauchemar, posant à chaque fois la question de l'authenticité des images. Pour assumer totalement son discours, Folman a utilisé des images d'animation. On est évidemment très loin du divertissement enfantin et bien près du style de certaines BD adultes (Folman cite particulièrement le dessinateur américain Joe Sacco).

Le film démarre très fort avec une saisissante ruée de vingt-trois chiens, aussi nombreux que les morts libanais ou palestiniens qui hantent la mémoire d'un de ses amis. La suite est bâtie comme un récit de fiction avec ses moments intenses (les scènes de combat) et des moments poétiques de rêve comme cette valse, mitraillette au poing, qui donne son nom au film. La musique et les chansons jouent également un rôle important. Au passage, Folman rend hommage à des cinéastes comme Stanley Kubrick (*Full Metal Jacket*) évoquant la guerre du Vietnam. La référence n'est pas sans importance. On voit se mettre en place petit à petit une authentique guerre d'agression, qui montre de saisissants parallèles avec les horreurs de la Shoah, comme ses grands-parents les lui avaient racontées. Le voile des souvenirs se déchire peu à peu pour faire apparaître la sordide réalité que les jeunes soldats avaient chassée de leur mémoire.

Nous sortons totalement du rêve avec la reconstitution en images d'animation du massacre de Sabra et Chatila (les reporters n'étaient évidemment pas présents). Pour terminer son film, il abandonne ses images fabriquées et montre en images réelles les femmes rescapées découvrant l'horreur de la boucherie. Le commentaire a le mérite de parler vrai, il souligne le rôle de Sharon dans l'organisation du massacre. Il faut ajouter que nous en savons actuellement un peu plus. Ceci n'était pas une bavure mais résultait d'un plan soigneusement mis au point, ce que les jeunes soldats ignoraient évidemment.

Le film était présenté, en avant-première à Bruxelles, au cinéma Arenberg dans une séance organisée



par Simone Susskind en présence du cinéaste et de Leila Chahid, représentante de la Palestine à Bruxelles, qui rappela la complicité des gouvernements européens dont les casques bleus s'étaient fort à propos retirés du Liban avant la date initialement prévue, laissant ainsi le champ libre aux tueurs.

Nous n'avons pas eu d'écho d'une quelconque forme de censure qui aurait frappé *Valse avec Bachir* en Israël. Il est impossible de l'ignorer : cette guerre était une sale guerre. Mais avoir fait exécuter par d'autres cette sale besogne est vraiment la forme suprême de l'ignominie. Faire ce travail de mémoire auquel le gouvernement israélien est si attaché consiste aussi à réexaminer les soixante années d'existence de l'état d'Israël. Le chemin de la paix est à ce prix, lorsque la majorité des Israéliens sera prête à formuler des excuses au peuple palestinien. Ce film, qui ne traite pas en premier lieu du massacre et l'aborde par le biais d'un regard israélien, est probablement plus facile à faire passer. Il marque en tout cas un pas dans la bonne direction.

Les journalistes présents à Cannes s'attendaient à voir *Valse avec Bachir* remporter la Palme d'or. Pour des raisons obscures, dont on n'exclura pas des manœuvres politiques, il ne ramassa pas le moindre prix, ce qui ne nous empêchera pas de saluer avec toute la presse la révélation d'un grand cinéaste dont l'œuvre ose parler, et avec talent, des vrais problèmes d'aujourd'hui.

ROBERT WAELES

¹ Voir *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, Éditions Fayard, 2006.

**MAITRISE TA VIE
COMBATTONS LA PRECARITE**

Samedi 25 octobre - Bruxelles
MEETING INTERNATIONAL
"4 heures contre la Précarité"

14 h Concentration Place Saint-Josse (Métro Madou) **15 h Meeting Salle "Claridge" 24, Chée de Louvain**

Organisé par le Parti de la Gauche Européenne (P.G.E.)

Avec la soutien de:

Che Presente
50 años de revolución cubana

DÉBATS • ATELIERS • FILM • FIESTA
Dimanche 26 octobre 2008 de 12 h 30 à 23 h.
**à la VUB - Auditorium Q
2 bd de la Plaine . 1050 Bruxelles**

www.cubanismo.net
Org.: **Initiativa Cuba Socialista**
ics@cubanismo.net
Info/prévente: **02 209 23 63**
www.intal.be

Un coucou très affectueux à Nidel Cayan,
le déjà remuant petit camarade arrivé chez nos amis Deniz et Bahar !

Arlon: Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon.
Bruxelles: •Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint Gilles •Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles •Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek •Press Shop Place de Brouckère •Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint Gilles. **Charleroi:** Librairie Nouvelle Rencontre, 4 Passage de la Bourse, 6000 Charleroi.

Gand: De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière:** Librairie Le Soir - Press Shop, 22 rue Albert I, 7100 La Louvière. **Liège:** Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons:** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur:** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai:** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai.



Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement

Adresse : 4, rue Rouppe
1000 Bruxelles

Tél. : 0477 202 953
0478 822 084

Adresse électronique : dr@belgi.net

Sommaire

L'invité du mois

François Houtart : Amérique latine
Unir les peuples, non le marchés
Propos recueillis par
Pablo RODRIGUEZ, pp. 2 et 3

Institutions

De crise en crise
Maurice MAGIS, p. 4

Société

La gauche face à l'insécurité et la délinquance : L'heure de l'autocrédit
Luk VERVAET, pp. 5 et 6

Chronique des libertés

Mort en exil de Dursun Karatas
Bahar KIMYONGÜR, p. 7

Courriers

La poste avec un tout petit p
Désiré DECLERCQ, p. 8

Nos libertés menacées
Marie-France DEPREZ, p. 8

International

LE MONDE TEL QU'IL VA :
Crise financière: La blague de Ronald et le bazooka de Henry
Pablo RODRIGUEZ, p. 9

L'opposition bolivienne tente le passage en force
Sébastien BRULEZ, pp. 10 et 11

GUERRE EN GÉORGIE :
Moscou et Washington à l'assaut du Caucase !

Nicolas BARDOS-FELTORONYI, pp. 12 et 13

Le soufflé géorgien se dégonfle
Roland MAROUNEK, pp. 13 et 14

Vie du Parti

Un congrès de positionnement et de reconquête, p. 14

Enseignement

La révolution, une matière scolaire ?
Louise GOTOVITCH, pp. 15 et 16

Environnement

Les agrocarburants ou comment l'Europe affame le Sud
Monique MUNTING, pp. 17 et 18

Cinéma

Valse avec Bachir
Robert WAELES, p. 19